

JOURNAL OFFICIEL  
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise

DIRECTION DE L'INFORMATION  
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE  
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15



[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

**Associations**

**Fondations d'entreprise**

**Associations syndicales  
de propriétaires**

**Fonds de dotation**

**Fondations partenariales**

---

**Annonce n° 1544**

**75 - Paris**

**ASSOCIATIONS**

**Créations**

Déclaration à la préfecture de police

**MOBILISATION-241 (M241).**

*Objet* : interpellation de la communauté internationale sur les dérives autocratiques de certains régimes en Afrique et particulièrement le cas du Gabon ; l'organisation, la coordination des actions et voir un soutien financier dans la mesure du possible ; la lutte contre la corruption passive, les détournements de deniers publics, le blanchissement d'argent, les crimes de sang avec prélèvements d'organes à but fétichiste ; la défense des intérêts collectifs notamment, tel que le stipule l'article 2 -15 du code de procédure pénale sera également du domaine de compétence de l'association Mobilisation-241 ; l'accompagnement administratif, juridique et social ; demande d'autorisation de manifestation en Préfecture ; conférences et cours de soutiens scolaires ; réalisation de programmes de coopération et de programmes multilatéraux avec d'autres organes de même objet ; envoi de matériels scolaires et divers tels que vêtements et autres dans les pays défavorisés ; ventes permanentes ou occasionnelles de produits tels que tee-shirts, affiches et autres articles achetés ou manufacturés ; organisations de manifestations et d'évènements culturels, de dîners de galas, de repas sociaux ; toutes autres actions qui ont pour but la défense et la promotion de l'homme, notamment sur le plan politique et civil qui permettent de rendre publiques les violations de ces mêmes droits, sur un gabonais partout où il se trouve dans le monde ; ces droits sont et non exclusivement dans les textes suivants : déclaration universelle des droits de l'Homme (1789) ; déclaration universelle des droits de l'Homme (1793) ; déclaration universelle des droits de l'Homme (1748) ; pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) ; pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) ; convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants (convention de New York, 1984) ; convention de Genève de 1949 (droit international humanitaire) ; conventions régionales : convention européenne des droits de l'homme (Conseil de l'Europe) ; charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne ; charte africaine des droits de l'Homme et des peuples (Organisation de l'Unité Africaine)

*Siège social* : 7, rue de Castellane, 75008 Paris.

*Date de la déclaration* : 16 novembre 2018.